

En Argentine, des familles jetées à la rue par la pandémie occupent des terres

vendredi 2 octobre 2020, par [CAFFERATA María](#) (Date de rédaction antérieure : 15 septembre 2020).

Conséquence de la pandémie, des milliers de familles chassées de leur logement faute de pouvoir payer leur loyer ont installé des camps de fortune sur des terrains inoccupés dans l'agglomération de Buenos Aires, raconte *Página 12*. Et les responsables politiques sont divisés sur la façon de réagir.

Entassées sous des toiles de tente et des cabanes fabriquées à l'aide de bâches et de tôle, exposées aux températures glaciales [c'est l'hiver en Argentine] et à un virus qui contamine de plus en plus de gens dans la capitale, plus de 2 500 familles en sont réduites à la survie sur un camp de fortune, dans la ville de Guernica, en banlieue de Buenos Aires.

En juillet dernier, la crise du logement a poussé ces familles à venir occuper ce terrain abandonné de 100 hectares, dans le sud de l'arrondissement de Presidente Perón, afin d'y construire un quartier. L'appropriation de terrains [par des habitants] dans la province progresse et s'impose comme une solution face à l'aggravation de la crise sociale et économique due à la pandémie. Elle divise aussi la classe politique, entre appels aux expulsions et priorité à l'urgence sociale.

Soupes populaires sur terrain vague

"Ce sont en majorité des jeunes couples qui, jusque-là, vivaient avec leurs parents, ou des familles qui, un beau jour, n'ont plus réussi à payer leur loyer. Le bruit s'est répandu qu'un terrain était occupé, et ils y sont allés dans l'espoir d'obtenir un lopin", explique Nidia Baez, militante de Barrios de Pie [*"les quartiers debout"*, un mouvement né pendant la crise financière de 2001].

Nidia se rend trois fois par semaine sur cette parcelle située sur les quartiers de Numancia et de San Martín pour apporter de la nourriture ou des vêtements, ou participer à l'organisation des soupes populaires, qui sont bien souvent le seul repas pour de nombreuses familles.

Les premières occupations datent du 20 juillet (c'est d'ailleurs le nom qu'a pris l'un des quatre nouveaux quartiers informels), et depuis, les conflits avec la police, les propriétaires et des habitants se multiplient.

Ana Rolon fait partie de ces femmes qui, par milliers, ont investi un bout de terrain à Guernica. Elle y est arrivée début août avec son mari et ses trois enfants : son conjoint avait perdu son travail en raison du confinement, et la famille s'est trouvée expulsée du logement qu'elle louait. Sur la station Radio Con Vos, Ana raconte :

"Nous avons besoin d'un coin de terre où faire grandir dignement nos enfants. Pour ne pas nous retrouver sous les ponts, à envoyer les enfants faire les poubelles, pour ne pas mourir de froid avec les températures négatives qu'il fait, pour éviter la maladie. On a été jetés dehors, nous sommes allés là où nous avons pu."

Au chômage et expulsés

C'est selon elle l'histoire de 80 % de ceux qui, comme elle, ont échoué sur ce terrain de 100 hectares. *"Si on me chasse, je ne sais pas ce que je ferai, je finirai dans la rue, sous la même bâche, avec mes enfants. Nous espérons que le gouvernement va réévaluer notre situation"*, a-t-elle imploré, des larmes dans la voix.

"La détresse est immense, cela se voit, et les gens parent au plus pressé. C'est un scandale de les voir ainsi dans le froid, sous la pluie, beaucoup de familles doivent se contenter d'une bâche faute d'avoir les moyens d'acheter un morceau de tôle. Certains en sont réduits à payer les matériaux avec leurs allocations familiales", décrit Nidia.

Tôle, toile, nylon, carton, fil de fer et bois : voilà avec quoi des centaines de familles, souvent avec des enfants en bas âge, tentent de se protéger des températures hivernales et de la pluie. Beaucoup, ouvriers ou maçons, avaient un petit boulot qu'ils ont perdu, comme le mari d'Ana, quand ils n'étaient pas déjà au chômage, et se sont trouvés fragilisés par la pandémie. Devant le gouvernement provincial et la municipalité, ils revendiquent le droit à un logement digne.

Mais alors que Nidia raconte que certains utilisent les allocations pour acheter de quoi se protéger du froid, plusieurs responsables politiques envisagent, eux, de supprimer ces aides à ceux qui squattent des terrains.

Sanctions sur les allocations

"Nous allons très certainement évaluer la possibilité, en cas d'occupation illégale, de suspendre toutes les aides versées par l'État, notamment l'allocation familiale universelle ou le revenu familial d'urgence, sinon on tombe dans le 'je fais ce que je veux'", a annoncé le président de la Chambre des députés, Sergio Massa [du parti au pouvoir Frente de Todos], qui réagissait aux cas connus [d'occupation] à Villa Mascardi [dans la province de Río Negro, à la frontière chilienne].

Parallèlement, Alex Campbell, député de Buenos Aires pour le parti Juntos por el Cambio [de l'ancien président Mauricio Macri], présentait un projet visant à priver quiconque pratique une occupation illégale des aides sociales que verse la province.

À ces propositions sont venues s'ajouter les critiques de plusieurs maires [de l'opposition] qui appellent à une intervention plus ferme du gouverneur de la province de Buenos Aires, Axel Kicillof [du parti présidentiel]. Selon Jorge Macri, maire de la ville de Vicente López [dans l'agglomération de Buenos Aires] :

"La détresse des uns ne peut justifier le chaos pour tous les autres. Le problème du squat, loin de se résoudre, est en train de s'aggraver dans le silence et l'inaction."

Les maires ne sont pas les seuls à demander des expulsions. C'est aussi le cas du ministre de la Sécurité pour la province de Buenos Aires, Sergio Berni, qui assène :

"Toute personne qui accapare des terres dans la province de Buenos Aires ira en prison."

Urgence sociale

Comme les Argentins y sont désormais habitués, son homologue au gouvernement national, Sabina Frederic, a pris le contre-pied en estimant que les occupations illégales *"ne sont pas une question de sécurité publique"*, mais de *"crise du logement"*.

Sur la même ligne, et à contre-courant des exigences des maires, le gouverneur, Axel Kicillof, a estimé en conférence de presse que ces occupations révélaient “*une urgence sociale*” à laquelle le gouvernement devait répondre, via l’appareil d’État, par la mise en place “*de programmes et de plans*”.

[Lire l'article original](#)

María Cafferata

[Abonnez-vous](#) à la Lettre de nouveautés du site ESSF et recevez chaque lundi par courriel la liste des articles parus, en français ou en anglais, dans la semaine écoulée.

P.-S.

Courrier International

<https://www.courrierinternational.com/article/urgence-en-argentine-des-familles-jetees-la-rue-par-la-pandemie-occupent-des-terres>